

Paris, le 22 février 2018

**Compte rendu de l'audition de M. Jérôme Segal, universitaire, spécialiste de l'Autriche**  
*Mercredi 21 février 2018 à 14 heures*

Présents :

- M. Sylvain Waserman, président
- M. Raphaël Schellenberger, vice-président

Excusés :

- Mme Séverine Gipson
- M. Joël Giraud
- M. Michel Herbillon
- M. Jean-Michel Mis
- Mme Cendra Motin
- M. Frédéric Petit
- Mme Laurence Trastour-Isnart
- M. Eric Straumann

Remerciant M. Jérôme Segal de sa présence, **M. Sylvain Waserman, président**, a fait part du souhait des membres du groupe d'amitié de prendre connaissance de sa lecture de la situation en Autriche. Par ailleurs, il s'est interrogé sur le rôle que pourrait jouer la diplomatie parlementaire dans la mesure où l'exécutif est en quelque sorte gêné par le positionnement très à droite de l'Autriche, à la suite de la constitution du gouvernement de coalition entre le parti populaire (ÖVP) et le parti de la liberté (FPÖ).

Après avoir présenté sa perspective (centralien, historien, maître de conférences à la Sorbonne ayant aussi enseigné à l'université de Vienne), **M. Jérôme Segal** a décrit la situation politique en Autriche comme complexe et procédé à quelques rappels historiques. En qualifiant l'Autriche de « tête sans membres » Stefan Zweig a signifié que l'Autriche souffrait de nostalgie au regard de ce qu'a été l'Empire austro-hongrois. En 1943, la déclaration de Moscou reconnaît l'Autriche comme la première victime du nazisme et, depuis, l'Autriche joue de cette déclaration. Au moment de la création du parti FPÖ, en 1956, un seul membre n'était pas un ancien nazi. Ce n'est qu'à partir de l'affaire Waldheim, survenue en 1986, que l'on a commencé à s'interroger sur ce passé nazi. En 1991, le chancelier social-démocrate Franz Vranitzky (SPÖ) reconnaît la responsabilité de l'Autriche. Lorsque Jörg Haider décède, en 2008, il est salué comme un héros en Autriche et ne fait l'objet d'aucune critique. Alors qu'aux élections législatives de 1999, le parti FPÖ avait obtenu 26,9 % des suffrages, aux élections présidentielles de 2016, son candidat Norbert Hofer réalise au second tour un score de 46 %.

Plusieurs raisons expliquent le succès du FPÖ en 2017. C'est tout d'abord l'expression du refus d'une nouvelle grande coalition entre les sociaux-démocrates et les conservateurs (comme cela a été le cas pendant 44 ans depuis la fin de Seconde Guerre mondiale). Même si le taux de chômage est peu élevé, il existe tout de même une certaine

précarisation que les coalitions précédentes n'ont pas su réduire. Par ailleurs, il n'existe pas d'autre force d'opposition que le FPÖ dans la mesure où les écologistes sont déjà au pouvoir localement, par exemple à Vienne, et qu'il n'y a pas de parti fort à gauche des sociaux-démocrates en Autriche, à l'instar de *La France insoumise* en France par exemple. La crise de l'Europe relative à l'accueil des migrants joue également un rôle. Proportionnellement à sa population, l'Autriche a fait le même effort que l'Allemagne et la Suède en accueillant 90 000 réfugiés. Et des événements semblables à ceux de la Saint-Sylvestre 2015/2016 à Cologne ont eu lieu à Salzbourg et Vienne. En accord avec Norbert Hofer, le candidat FPÖ à la présidentielle de 2016, Hans-Christian Strache est devenu seul maître à bord. Enfin, dès le début, dans son programme, Sebastian Kurz a refusé la constitution d'une nouvelle grande coalition. Ainsi pouvait-on lire dans un document interne de son parti la volonté de reprendre les thèmes du FPÖ mais avec une perspective d'avenir (« FPÖ-Themen, aber mit Zukunftsfokus »).

Puis M. Jérôme Segal a présenté les corporations pangermanistes qui sont encore très influentes en Autriche. En 1889 par exemple, les Juifs avaient été exclus de ces enceintes. Certes de 1934 à 1938, le NSDAP était interdit mais l'Autriche avait ses propres organisations fascistes. Aujourd'hui, ces corporations comptent environ 4 000 membres, soit 0,04 % de la population. Sur 51 députés du FPÖ au Parlement autrichien, 16 sont aujourd'hui membres de telles corporations, soit 31 % contre 6 % en 1999 (à l'époque 3 députés FPÖ membres de corporations sur 52). Hans-Christian Strache est lui-même membre de la corporation *Vandalia*. Jusqu'en 2012, le 8 mai était célébré avec une retraite aux flambeaux où l'on pleurait les morts et le fait d'avoir perdu la guerre. Depuis 2012, les choses ont changé et l'on commémore dorénavant par un concert la victoire des alliés et la libération de l'Autriche. Pour les élections régionales de Basse-Autriche début 2018, le candidat FPÖ, Udo Landbauer, a repris le slogan de Kurt Waldheim (« maintenant vraiment à droite ») ; M. Landbauer est membre de la corporation *Germania* dont le livre de chant contient des passages explicitement antisémites. Andreas Mölzer, qui a été chargé de participer à un rapport critique sur l'histoire du FPÖ au sein d'une commission composée essentiellement de membres du FPÖ, a qualifié en 2014 l'Union européenne de « conglomérat de nègres ». S'agissant des rapports avec Israël, certes le gouvernement actuel a refusé les échanges avec les ministres FPÖ, mais un député du *Likud* a récemment rencontré la ministre des affaires étrangères Karin Kneissl. En outre, Hans-Christian Strache s'est rendu dans les Territoires occupés pour soutenir les colons juifs.

Pour illustrer ses propos, M. Jérôme Segal a présenté plusieurs documents tels qu'une carte de vœux nazie envoyée par un maire FPÖ à ses administrés, des campagnes d'affichage ouvertement racistes, etc.

Un débat a suivi l'exposé liminaire de M. Jérôme Segal.

**M. Raphaël Schellenberger, vice-président,** a souhaité connaître la position politique des écologistes autrichiens. Doit-on par ailleurs conclure de cet exposé que la politique menée en Autriche vise les Juifs et les musulmans ?

**M. Sylvain Wasserman, président,** a interrogé M. Jérôme Segal sur le parcours de Mme Karin Kneissl. Celle-ci est ministre des affaires étrangères, mais, conformément au pacte de coalition, c'est le chancelier Sebastian Kurz qui gère le dossier européen. Est-ce une réalité ? S'agit-il d'une lutte de pouvoir ou d'une forme d'amateurisme ? S'il s'agit d'un genre de jeu de pouvoir, est-ce habituel dans une coalition ?

**M. Jérôme Segal** a répondu aux questions :

- S'agissant des écologistes autrichiens, il n'y a pas une seule ligne. A Vienne, ils sont à gauche, en Haute-Autriche ils sont plus conservateurs.

- On retrouve chez beaucoup d'Autrichiens un fond d'antisémitisme, mais ce n'est pas la ligne directrice. Le programme politique est clairement antimusulman d'une part, et, d'autre part, il s'apparente à une attaque en règle contre l'état social autrichien, ce qui a d'ailleurs surpris les électeurs. La journée de travail de 12 heures a ainsi été instaurée, sur la base du volontariat, et les allocations chômage ont été réduites.

- Mme Kneissl n'est pas membre du FPÖ mais elle est clairement d'extrême-droite, sur une ligne d'opposition frontale aux musulmans. Son livre intitulé *Testosteron macht Politik* cible les hommes musulmans. L'orientation européenne est garantie par le chancelier, ministre des affaires étrangères dans le précédent gouvernement. C'est écrit dans l'accord de coalition, cependant il est un peu tôt pour confirmer cela après seulement dix semaines de gouvernement. On retrouve ce même schéma avec le ministère de l'intérieur confié à un ministre FPÖ et celui de la justice à un conservateur du ÖVP, dont les attributions ne sont pas très claires. Il s'agit là à la fois d'amateurisme et de jeu de pouvoir. Par exemple, Herbert Kickl est ministre FPÖ de l'intérieur et sa secrétaire d'Etat, Karoline Edtstadler, est membre de l'ÖVP, chargée en quelque sorte de le dompter, ce qui l'énerve et c'est pourquoi il intervient alors dans les attributions du ministre de la justice. La coalition constituant la base, il ne devrait pas y avoir d'interférence. On est donc bien dans le domaine du couac. Par rapport aux coalitions précédentes, l'extrême-droite est beaucoup plus à droite qu'en 2000 à l'époque de Jörg Haider ; les plus radicaux, parfois proches des néo-nazis, sont restés au FPÖ, ceux qui l'étaient moins ayant rejoint à l'époque son parti, le BZÖ. En outre, en 2000, peu de ministères régaliens avaient été confiés à des ministres issus de l'extrême-droite. Alors qu'aujourd'hui l'extrême-droite a la main sur la sécurité intérieure, la diplomatie, l'armée, les forces de police et les services secrets. Or, c'est le ministère de l'intérieur qui est censé surveiller les activités des corporations.

**M. Raphaël Schellenberger, vice-président**, a demandé, qui des conservateurs ou de l'extrême-droite, ressortira fragilisé de cette coalition.

**Monsieur le Président** s'est enquis des mécanismes institutionnels qui garantissent le fait démocratique. Par ailleurs, Sebastian Kurz a demandé à être jugé sur les faits. Y a-t-il des projets de loi qui mettent en danger la liberté d'expression par exemple, comme en Hongrie ? Enfin, quel comportement diplomatique faut-il adopter ?

**M. Jérôme Segal** a apporté les éléments de réponse suivants :

- En théorie, c'est l'extrême-droite qui devrait ressortir fragilisée de cette coalition, mais cela pourrait également être un discrédit pour Sebastian Kurz.

-D'une part, la Cour constitutionnelle autrichienne est assez indépendante, toutefois ses membres sont nommés par le gouvernement, le président et les deux assemblées. Une campagne a été menée début février contre la nomination d'un membre du FPÖ qui est également membre d'une corporation. D'autre part, la presse reste assez forte et libre, à l'image du *Falter* et du *Standard*. Il n'en demeure pas moins que le journal le plus lu en Autriche, le *Kronen Zeitung* avec plus de 2 millions de lecteurs, est proche des milieux populistes. Les

commentaires des lecteurs que l'on retrouve notamment sur le site Internet du journal démontrent une certaine proximité de la population avec les thèses populistes et xénophobes. Au quotidien, il existe une haine contre les basanés, les faits racistes sont fréquents à l'égard des étrangers extra-communautaires, le discours dominant est celui du racisme ordinaire. On trouve dans le métro des inscriptions comme « Neger raus » (les nègres dehors). Enfin, l'opposition est absente et inaudible, à l'exception de quelques petites manifestations de protestation, plutôt bon enfant.

- Il est peu probable que l'Autriche se rapproche du groupe de Visegrad. Les Autrichiens restent fondamentalement européens, plutôt sur le modèle de l'Europe des patries à la façon de Jean-Marie Le Pen pour ce qui concerne le FPÖ, pour une union des communautés économiques. Vienne reste une ville très cosmopolite (avec en premier lieu les Allemands, puis les Turcs et les ressortissants des pays issus de l'ex-Yougoslavie). En outre, les stations touristiques sont largement fréquentées par les étrangers, à titre d'exemple la part des Autrichiens dans la station la plus réputée de Sankt-Anton n'est que de 8 %.